

# L'onde de choc déstabilise les bourses de la planète belge ?

## 1 Pourquoi les marchés ont-ils été surpris ?

**S**i les principaux opérateurs financiers dans le monde s'étaient préparés au pire, en proposant des pizzas et des sacs de couchage à leurs traders pour qu'ils soient en mesure de répondre aux sollicitations des clients dès l'ouverture des marchés, peu d'entre eux imaginaient le scénario d'un Brexit. L'un d'eux estimait il y a quelques jours, reprenant des sondages et les chiffres des bookmakers, qu'il n'y avait dans cette réflexion qu'un intérêt purement académique. C'était sans doute oublier que les bookmakers ne sont peut-être pas les sources d'information les plus fiables...

La surprise des financiers est toutefois à relativiser puisque de nombreux gestionnaires ne sont pas intervenus vendredi et avaient repositionné leurs portefeuilles en fonction d'un scénario catastrophe, depuis plusieurs semaines déjà, ce qui s'était traduit par une baisse des cours. Mais une frange des opérateurs a manifestement cru au scénario du "Brexit" cette semaine, participant dès lors au rallye entamé lundi sur la plupart des places financières. Un mouvement qui a pris fin brutalement hier.

## 2 Quels sont les secteurs les plus touchés ?

**L**a chute de la livre, la baisse des rendements des obligations les plus sûres, la chute des prix des obligations des Etats de la périphérie de la zone euro, celle des valeurs cotées... Voilà de quoi expliquer le plongeon des valeurs financières européennes en général et des banques en particulier. Ici, c'est un peu la catastrophe, puisque la baisse de valeurs des actifs en portefeuille va réduire encore leur rentabilité. C'est ce qui explique les chutes de 20% des titres de la Société Générale, d'Intesa Sanpaolo, d'Unicredit, de Banco Santander et des grandes banques britanniques dont l'environnement va changer de manière radicale.

Les assurances aussi sont sous pression en raison des actifs détenus dans leurs portefeuilles, et enfin, le secteur immobilier, essentiellement les entreprises actives au Royaume-Uni comme British Land (-25%).

P.V.C.

## 3 La plus grave crise financière depuis 2008 ?

**A**u vu des variations de cours enregistrées vendredi matin, le scénario d'un vendredi noir s'est imposé. Des milliards de dollars, d'euros et de livres sterling se sont évaporés en quelques heures. Est-ce là une crise durable comparable à celle de la crise financière née de la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008? Ce n'est pas impossible, compte tenu des effets secondaires du Brexit, qui pourrait affaiblir la solidité du Royaume-Uni, et celle de ce qui reste de l'Union européenne. Mais, de prime abord, la secousse est d'une autre ampleur et sa source est bien

P.V.C.

différente de la crise des "subprimes".

Vendredi en tout cas, après une journée de tension, l'ouverture en baisse "raisonnable" de Wall Street tendait à rassurer les opérateurs, avec quelques pour cent de recul. Ceux qui ont vécu le krach boursier d'octobre 1987 se souviennent que les indicateurs boursiers avaient chuté de 30% en une séance... Quant à la volatilité, mesurée pour les 50 plus grosses valeurs européennes par l'Eurostoxx 50 Volatility Index, elle reste près des 40 points. En octobre 2008, elle avait grimpé à 71.

P.V.C.

## 4 Que peuvent faire les banques centrales ?

**I**l n'aura pas fallu bien longtemps, vendredi matin, pour que les banques centrales fassent parler d'elles. Dès l'ouverture des principales places financières, plusieurs d'entre elles sont montées au front pour prévenir tout assèchement de liquidités et contrer des mouvements extrêmes de changes. La Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine, en particulier, se sont ainsi déclarées prêtes à injecter des liquidités sur les marchés.

La BCE a promis d'"assumer ses responsabilités" quant à la stabilité des prix et du secteur financier en zone euro. La Bank of England a, elle aussi, assuré que les banques britanniques pouvaient résister à l'onde de choc du Brexit. Quant à la Banque nationale suisse, elle est intervenue sur le marché des changes pour freiner la hausse du franc, dopé par son statut de valeur refuge.

P.F.L.

# 5 Quel sera l'impact sur l'économie

**I**rlande, Pays-Bas et... Belgique: ce sont les trois pays qui, sur les 19 composant la zone euro, sont économiquement les plus exposés au Royaume-Uni. C'est dire si le "Brexit" aura un impact non négligeable sur notre "petite économie" ouverte.

L'an dernier, le Royaume-Uni représentait 7,7% du volume des exportations belges. Avec 18,3 milliards d'euros (dont 15,2 milliards rien que pour la Flandre, en raison du trafic portuaire), le Royaume-Uni est le quatrième partenaire économique de la Belgique. Les Britanniques sont aussi d'importants fournisseurs de la Belgique, puisque nous sommes leur 7<sup>e</sup> partenaire commercial.

Cela étant rappelé, évaluer l'impact du "Brexit" sur l'économie belge – en raison, notamment, d'une dépréciation de la livre sterling vis-à-vis de l'euro – est un exercice hasardeux. Cette semaine,

lors de la présentation de ses perspectives macroéconomiques, le Bureau fédéral du Plan avait d'ailleurs refusé de chiffrer cet impact, considérant que tout allait dépendre des modalités du divorce. "Mais un Brexit pourrait provoquer de l'insécurité, nuire à la confiance des consommateurs, des entreprises et des marchés financiers, avec un impact potentiel sur les investissements", avait expliqué un économiste du Plan.

## La Flandre en première ligne

Mi-juin, les économistes d'ING Belgique avaient été plus explicites: le Brexit pourrait entraîner, en Belgique, une perte de 0,3 à 0,7 point de croissance cumulée sur la période 2016-2017, soit une "perte" potentielle d'activité comprise entre 1 et 3 milliards d'euros.

Les entreprises flamandes se trouvent en première ligne. Le service d'études

du gouvernement flamand a calculé qu'un "Brexit" coûterait entre 1,8 et 2,5% de PIB à la Flandre d'ici 2030. "Le Royaume-Uni est un partenaire commercial extrêmement important pour nous, [...]. Dans certains secteurs où la Flandre brille – comme l'alimentaire et le textile –, il est d'une importance cruciale que le commerce via la Manche continue à être florissant", a martelé, vendredi, le ministre-Président flamand Geert Bourgeois.

Dans l'immédiat, le ministre fédéral de l'Économie, Kris Peeters, et le groupe d'experts qu'il a constitué pour faire face au "Brexit", ont convenu de mettre sur pied un "helpdesk" central pour répondre aux questions que ne manqueront pas de se poser les sociétés belges. Le baron Paul Buysse (Bekaert), qui préside ce groupe, a appelé les entreprises "à ne pas paniquer". Keep calm...

P.-F.L.

## 6 Y a-t-il un risque de contagion ?

**A**vec le succès du "Brexit", on a assisté, dès vendredi matin, à de fortes turbulences sur les marchés financiers. Par ricochet, elles ont réveillé brutalement le spectre d'une nouvelle crise au sein de la zone euro (laquelle n'aura vraiment pas été épargnée au cours de ces six dernières années!). "Le plus important est désormais de maintenir la stabilité économique et politique en Europe", a d'ailleurs lancé, vendredi, le ministre néerlandais des Finances, Jeroen Dijsselbloem, qui dirige aussi la zone euro. Maintenir cette stabilité est "ce qui va soutenir notre reprise économique". Car si le Royaume-Uni ne fait pas partie de la monnaie unique, son poids économique et financier au plan international déteint forcément sur l'ensemble de l'Union européenne.

Ainsi, en ouvrant une nouvelle phase d'incertitudes qui pourrait se prolonger durant plusieurs mois, la négociation des modalités du "Brexit" va inévitablement peser sur la confiance des investisseurs. Si on y ajoute les différents scrutins électoraux prévus dans plusieurs pays influents de l'UE (Espagne, Allemagne, France...), le risque d'assister à une contagion des tensions – en particulier au sein des pays plus fragiles sur le plan économique-financier (dont la Grèce) – est réel.

P.-F.L.

## 7 Faut-il s'écarter de la Bourse ?

**Q**uitter la Bourse en panique ne serait pas une bonne idée, pour un investisseur qui vise le moyen ou long terme, explique Xavier Servais, administrateur-délégué de la société de Bourse Delandé & C<sup>e</sup>. "Sur le court terme, on voit des écarts de cours qui peuvent traduire des comportements émotionnels et qui sont bien trop éloignés de la réalité de la vie des entreprises. Si l'on aborde les marchés boursiers sous l'angle fondamental, on sait que la valeur des entreprises cotées est fonction d'une série de paramètres, la rentabilité, la croissance des affaires, la capacité à rétribuer les actionnaires sous forme de dividendes... Tout ceci n'est pas remis en cause par le Brexit. Bien entendu, les incertitudes sur les effets secondaires de cet événement risquent de générer des secousses et de la volatilité, par la suite. Et certains secteurs, comme le secteur financier, à plus forte raison les organismes financiers liés aux pays les plus fragiles de la zone euro ou au Royaume-Uni, seront fragilisés à plus long terme."

P.V.C.

**La plus forte baisse en Bourse (sur un jour) depuis septembre 2008**

